

Arrêté - Conseil du 18/10/2021**Présents - Zijn aanwezig :**

Mme mevr. TEMMERMAN, Présidente; Voorzitster; M. dhr. CLOSE, Bourgmestre; Burgemeester; M. dhr. HELLINGS, Mme mevr. HARICHE, M. dhr. DHONDT, M. dhr. MAINGAIN, M. dhr. EL KTIBI, Mme mevr. JELLAB, Mme mevr. PERSOONS, M. dhr. PINXTEREN, Mme mevr. HOUBA, Mme mevr. MUTYEBELE, Echevins; Schepenen; M. dhr. OURIAGHLI, Mme mevr. LALIEUX, M. dhr. COOMANS de BRACHENE, M. dhr. MAMPAKA, Mme mevr. ABID, M. dhr. TEMIZ, Mme mevr. AMPE, Mme mevr. NAGY, Mme mevr. VIVIER, M. dhr. WAUTERS, M. dhr. WEYTSMAN, Mme mevr. DEBAETS, M. dhr. ERGEN, Mme mevr. NYANGA-LUMBALA, Mme mevr. EL BAKRI, Mme mevr. DHONT, M. dhr. BEN ABDELMOUMEN, Mme mevr. STOOPS, M. dhr. TAHIRI, M. dhr. MOHAMMAD, M. dhr. DIALLO, M. dhr. MAIMOUNI, M. dhr. TALBI, Mme mevr. HOESSEN, Mme mevr. LOULAJI, Mme mevr. GÜLES, M. dhr. VANDEN BORRE, Mme mevr. MOUSSAOUI, M. dhr. JOLIBOIS, Mme mevr. DE MARTE, M. dhr. DE BACKER, Mme mevr. BUGGENHOUT, Mme mevr. LHOEST, Mme mevr. MAATI, Conseillers communaux; Gemeenteraadsleden; M. dhr. SYMOENS, Secrétaire de la Ville; Stadssecretaris.

Objet: Règlements taxes.- Taxe sur la mise à disposition d'appareils de télécommunication contre rétribution.- Exercices 2021 à 2025 inclus.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Vu les articles 41, 162 et 170,§4, de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale,

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Vu la situation financière de la Ville;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, § 4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que la détermination tant de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe de l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer la mise à disposition d'appareils de télécommunication contre rétribution visée par le présent règlement de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la commune doit faire face ;

Considérant que la mise à disposition d'appareils de télécommunication contre rétribution constitue une activité économique génératrice de revenus permettant raisonnablement de considérer que les personnes physiques ou morales actives dans ce secteur d'activité disposent de capacités contributives leur permettant de s'acquitter des taxes mises à leur charge ;

Considérant que la mise à disposition d'appareils de télécommunication, notamment par l'affluence qu'elle génère, engendre des dépenses supplémentaires au niveau de la sécurité, de l'ordre public et de la propreté sans participer au coût de ces dépenses supplémentaires; qu'il est donc légitime de financer une partie de ces dépenses supplémentaires par le produit de la taxe.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

I. DUREE ET ASSIETTE DE LA TAXE

Article premier.- Il est établi pour les exercices 2021 à 2025 inclus, une taxe d'ouverture et une taxe annuelle sur les établissements qui mettent des appareils de télécommunication à la disposition du public contre paiement.

Article 2.- On entend par appareil de télécommunication tout appareil permettant la transmission, l'émission ou la réception de signes, signaux, d'écrits, d'images, de sons ou de données de toute nature, par fil, radioélectricité, signalisation optique ou autre système électromagnétique.

II. REDEVABLE

Article 3.- La taxe est due par l'exploitant de l'établissement. Le propriétaire de l'immeuble ou de la partie d'immeuble où se situe l'établissement est solidairement responsable du paiement de la taxe.

III. TAUX

Article 4.- Le taux d'imposition de la taxe d'ouverture est fixé à 6.000,00 EUR (correspondant au taux de référence de l'exercice d'imposition 2018). Elle est due à chaque ouverture d'un établissement mettant des appareils de télécommunication à disposition du public contre paiement. Chaque modification d'exploitant est équivalente à une nouvelle activité commerciale. Le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2,5 %.

Le résultat sera arrondi à l'euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous:

Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2025
6461 EUR	6623 EUR	6788 EUR	6958 EUR	7132 EUR

Article 5.- La taxe annuelle est fixée à 300,00 EUR (correspondant au taux de référence de l'exercice d'imposition 2018) par appareil de télécommunication fixe ou mobile à la disposition du public. Elle est due par lieu d'imposition pour l'année entière. Elle débute l'année suivant celle de la déduction de la taxe d'ouverture. Le taux annuel, fixé au 1er janvier, sera indexé de 2,5 %.

Le résultat sera arrondi à l'euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous:

Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2024	Exercice 2025
323 EUR	331 EUR	339 EUR	348 EUR	357 EUR

IV. EXONERATIONS

Article 6.- Sont exonérés de la taxe, les entreprises qui assurent le service universel tel que défini dans l'article 84 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et qui peuvent justifier de la qualité d'opérateurs tenus ou autorisés au sens de la même loi du 21 mars 1991.

V. DECLARATION

Article 7.- Tant pour la taxe d'ouverture que pour la taxe annuelle, L'Administration fait parvenir au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complété, daté et signé, au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition.

Article 8.- Le contribuable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu de déclarer spontanément à l'Administration les éléments nécessaires à la taxation :

- au plus tard dans le mois de l'ouverture de l'établissement en ce qui concerne la taxe d'ouverture ;
- au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition en ce qui concerne la taxe annuelle.

VI. RECOUVREMENT ET CONTENTIEUX

Article 10.- La taxe d'ouverture et la taxe annuelle, et leurs majorations éventuelles, sont recouvrées par voie de rôle par le receveur de la Ville.

VII. MISE EN APPLICATION

Article 12.- Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 2021. Le présent règlement annule et remplace au 1er janvier 2021 le règlement sur l'impôt sur la mise à disposition d'appareils de télécommunication contre rétribution

adopté par le Conseil communal en séance du 17/12/2018.

Ainsi délibéré en séance du 18/10/2021

Le Secrétaire de la Ville,
De Stadssecretaris,
Luc Symoens (s)

Le Bourgmestre,
De Burgemeester,
Philippe Close (s)

La Présidente,
De Voorzitster,
Liesbet Temmerman (s)

Annexes: